

FOIRE AUX QUESTIONS

PPRi par débordement de la Saulx et de ses affluents

– Bignicourt-sur-Saulx, Changy, Etrepy, Heiltz-l'Evêque,
Heiltz-le-Maurupt, Jussecourt-Minecourt, Le Buisson,
Merlaut, Outrepont, Pargny-sur-Saulx, Plichancourt,
Ponthion, Pringy, Sermaize-les-Bains –



Direction départementale des Territoires

QUESTIONS -- RÉPONSES

• Qu'est-ce que la prévention des risques ?

C'est assurer la sécurité des personnes et des biens en tenant compte des phénomènes naturels. Cette politique de prévention des risques vise à **permettre un développement durable des territoires**, en assurant la sécurité des personnes et des biens.

À tort, les risques naturels apparaissent souvent inéluctables et incontrôlables. Ils ne sont cependant pas une fatalité. Les anticiper, c'est prévenir le risque.

• Qu'est-ce qu'un PPRn et à quoi sert-il ?

Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRn) a pour objet de rassembler la connaissance des risques sur un territoire donné, d'en déduire une délimitation des zones exposées et de définir des prescriptions en matière d'urbanisme, de construction et de gestion dans les zones à risques, ainsi que des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde des constructions existantes dans cette zone. Il permet d'orienter le développement vers des zones exemptes de risque.

C'est un document réalisé par l'État qui régleme nte donc l'utilisation des sols en fonction des risques naturels auxquels ils sont soumis. Cette réglementation va de l'interdiction de construire à la possibilité de construire sous certaines conditions.

Les PPRn ont pour objectifs d'éviter les dommages aux biens et aux personnes et de minimiser l'impact d'un glissement de terrain, d'une crue ou autre phénomène naturel sur les activités économiques et les infrastructures.

Ainsi, un PPRn détermine les zones exposées aux risques et en régit l'usage par des mesures administratives et des techniques de prévention, de protection et de sauvegarde.

Le PPRn dresse une cartographie des zones à risque et régleme nte ces zones en fonction de leur exposition au risque.

• Comment est établi un PPRn ?

L'État élabore et met en application les PPRn : le préfet prend un arrêté de prescription du PPRn dans lequel il désigne le service de l'État chargé de l'instruction, définit le périmètre mis à l'étude et les communes concernées, les risques naturels pris en compte ainsi que les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de PPRN. Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale sont associés à l'élaboration du projet. Après **concertation** avec les maires, consultation des conseils municipaux et personnes publiques associées, puis soumission à l'enquête publique, le PPRN est approuvé par arrêté préfectoral.

• Que contient un PPRn ?

Le PPRn se compose :

- d'une **note de présentation** qui doit présenter clairement :
 - les raisons de la prescription du PPRn
 - les phénomènes naturels connus appuyés par des faits et des illustrations significatifs
 - les aléas, en faisant la part des certitudes, incertitudes et en explicitant les hypothèses retenues
 - les enjeux
 - les objectifs recherchés pour la prévention des risques
 - le choix du zonage et des mesures réglementaires répondant à ces objectifs

QUESTIONS -- RÉPONSES

ait pour conséquence une dépréciation des biens situés en zone à risque. Si celle-ci devait effectivement se produire, ce qui reste à démontrer, car l'expérience montre qu'il n'y a pas d'automatisme, elle ne serait pas liée à l'existence du PPRn mais bien au risque que le PPRn ne fait que révéler.

- **Est-il prévu des compensations financières si ma maison qui est située en zone inondable subit une dépréciation de sa valeur ?**

L'effet de dépréciation est lié au caractère inondable de la parcelle et non à l'existence du PPRi. Le règlement du PPRi n'ouvre pas à des compensations financières, comme n'importe quelle autre décision en matière d'urbanisme.

- **Pourquoi interdire l'extension de l'urbanisation en zone inondable ?**

Pour ne pas augmenter la population et les biens soumis aux inondations, mais aussi pour permettre à la crue de stocker des volumes d'eau dans des secteurs non aménagés ou peu urbanisés (zones d'expansion des crues). Ces secteurs jouent un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit en aval et en allongeant la durée de l'écoulement. « Les Communes d'en dessous » seront moins vite impactées par la crue et avec un débit moindre. Pour autant ces zones peuvent avoir une autre destination que l'urbanisation : sport, tourisme, loisirs.

- **Comment sont pris en compte les ouvrages de protection dans l'élaboration des PPRi ?**

Les travaux de protection (types digues, barrages...) ont pour objectifs de réduire la vulnérabilité des populations et des enjeux susceptibles d'être touchés par une crue, ils ne doivent pas conduire à un développement de l'urbanisation dans ces zones protégées.

On ne peut en effet avoir de garantie absolue de l'efficacité de ces ouvrages, et même pour ceux réputés les plus solides, on ne peut préjuger de leur gestion et de leur tenue à long terme. Qui plus est, il peut toujours se produire un aléa plus important que l'aléa pris en compte pour dimensionner ces ouvrages. On sera donc conduit à appliquer la même doctrine, qu'il y est ouvrage ou pas : préservation des champs d'expansion des crues et prescriptions pour réduire la vulnérabilité des biens et des personnes dans les zones urbaines.

- **Pourquoi les cartes de zonage réglementaire ne sont-elles pas à l'échelle cadastrale ?**

Les études menées dans le cadre de l'élaboration du PPRi (carte d'aléa) ont été réalisées à l'échelle du 1/10 000^{ème}, et cartographiées sur fond SCAN 25 IGN agrandi au 1/10 000^{ème}. Le zonage réglementaire étant issu du croisement de la carte des aléas et de la carte des enjeux, la précision de cette cartographie ne peut être supérieure à celle des aléas. En conséquence, l'échelle d'utilisation du zonage réglementaire est celle du 1/10 000^{ème}.

- **Pourquoi ma parcelle est-elle concernée par deux zones réglementaires différentes ?**

Le zonage réglementaire est issu du croisement entre les cartes d'aléa inondation et les cartes d'enjeux. Une inondation est un phénomène naturel et par conséquent, elle ne s'arrête pas aux limites des parcelles. L'aléa inondation ne suit donc pas les limites cadastrales et par conséquent une parcelle peut être concernée par deux zones réglementaires différentes.

QUESTIONS – RÉPONSES

- **Ma maison est en zone rouge ou rose, aurai-je la possibilité de réaliser des aménagements ?**

Oui. Les constructions nouvelles sont interdites en zone rouge et en zone rose, mais le PPRi autorise l'extension limitée des constructions existantes, sous réserve du respect des prescriptions de construction et de ne pas créer de nouveaux logements.

Sont également autorisés les travaux de démolition, de restauration, de réhabilitation, de mise en conformité, d'entretien et de gestion courante des biens et activités à condition de ne pas aggraver les risques et la vulnérabilité des biens.

- **Je suis exploitant agricole installé en zone inondable. Ai-je la possibilité d'agrandir le bâti existant ou de construire un bâtiment neuf ?**

En zone rouge, les créations de bâtiments liés à une nouvelle exploitation agricole sont interdites. Le développement des exploitations existantes est par contre autorisé sous réserve de respecter les prescriptions du PPRi.

En zone rose, en plus des extensions, les constructions nouvelles sont autorisées, à l'exception des bâtiments d'élevage et sous réserve de ne pas y stocker de produits sensibles ou polluants, et de garantir le libre écoulement des eaux.

- **Mon terrain est situé en zone inondable du PPRi, puis-je le remblayer pour y construire ma maison hors d'eau ?**

Non, le règlement du PPRi interdit, dans toutes les zones inondables, les travaux de remblaiement à l'exception de ceux strictement nécessaires aux accès des bâtiments (rampes, escalier...). Le remblaiement massif d'une parcelle aux fins de surélévation d'une construction est donc interdit. Les bâtiments doivent être surélevés par d'autres méthodes (vide sanitaire, ½ sous-sol, pilotis...).

- **Pourquoi les clôtures doivent-elles garantir le libre écoulement des eaux ?**

Un des objectifs du PPRi est de maintenir la capacité d'écoulement et d'expansion des crues afin de ne pas aggraver le risque en aval. Ainsi, les clôtures doivent être conçues pour ne pas constituer un obstacle à la libre circulation des eaux.

Les crues de la Marne et de la Saulx étant des crues lentes, et bien que la meilleure des solutions en guise de clôtures favorisant la transparence hydraulique en zone inondable soit la pose de clôtures grillagées, des solutions intermédiaires peuvent être envisagées (perforations des murets).

- **J'entrepose des produits potentiellement dangereux. Qu'est-ce que m'impose le PPRi ?**

Les produits dangereux, polluants ou sensibles à l'humidité doivent être stockés au-dessus du niveau de la crue de référence. Si nécessaire, ils doivent être placés dans un conteneur étanche lesté ou arrimé de façon à résister à la crue et à ne pas être entraînés lors de cette crue. Les citernes non enterrés doivent être fixées à l'aide de dispositifs résistant à la crue de référence.

Concrètement, vous devez soit mettre vos produits hors d'atteinte de l'eau, soit vous assurer qu'ils sont hermétiquement protégés et ancrés solidement au sol.

- **Pourquoi interdire les nouveaux établissements sensibles (établissements**

QUESTIONS -- RÉPONSES

hospitaliers et sociaux, centre de secours,...) en zone inondable ?

Pour limiter les problèmes d'évacuation et de sécurité des personnes particulièrement peu mobiles et vulnérables pour les établissements tels que les hôpitaux, les établissements accueillant des handicapés, ... Pour les centres de secours, les gendarmeries, c'est la nécessité d'avoir un accès possible en toute circonstance qui rend contradictoire leur présence en zone inondable.

- **Concernant le bâti en zone inondable, y a-t-il une obligation ou des préconisations pour se mettre aux normes, en réalisant des travaux, afin de se protéger du risque inondation ? Ces travaux peuvent-ils être financés ? Dans quels délais dois-je les réaliser ?**

Le PPRi impose et/ou préconise des travaux pour l'existant. Le PPRi ne peut imposer que des travaux limités, le coût doit être inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien. Les travaux imposés doivent être mis en œuvre dans un délai de 5 ans après approbation du PPRi. Des financements peuvent être demandés au titre du Fonds Barnier (Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs) pour la prise en charge d'une partie des travaux. S'il n'y a pas d'obligation dans le PPRi, il n'y a pas de possibilité de financement.

- **Ai-je le droit de reconstruire après sinistre ?**

Oui, la reconstruction après sinistre des biens existants est autorisée, sous réserve que la vulnérabilité (des biens et des personnes) soit substantiellement diminuée, et dans la limite des prescriptions imposées.

- **Si ma maison est située en zone inondable, peut-on refuser de me l'assurer ?**

Pour les constructions nouvelles :

L'assureur n'a pas l'obligation d'assurer les nouvelles constructions bâties sur une zone déclarée inconstructible par un PPRn approuvé. Si vous faites construire un bien dans une zone réglementée, vous devez tenir compte des mesures de prévention prévues par le PPR pour bénéficier de l'obligation d'assurance.

Pour les constructions existantes :

L'obligation d'assurance s'applique aux constructions existantes quelle que soit la zone réglementée, mais vous devez vous mettre en conformité avec la réglementation prévue dans le PPRn approuvé.

L'assureur qui constate le non respect des prescriptions de prévention, 5 ans après l'adoption du PPR, peut demander au Bureau Central de Tarification (BCT) de revoir les conditions d'assurance (majoration de la franchise généralement). Par ailleurs, lors du renouvellement du contrat ou lors de la souscription d'un nouveau contrat, l'assureur peut opposer son refus d'assurer.

Vous ne trouvez pas d'assureur : le Bureau Central de Tarification (BCT)

L'assuré qui se voit refuser la garantie par une société d'assurance peut saisir le Bureau Central de Tarification (BCT). Pour ce faire, les assureurs tiennent un formulaire spécifique à disposition. En fonction du contexte, le BCT pourra demander à l'assuré de lui présenter un ou plusieurs autres assureurs afin de répartir le risque entre eux. Le BCT fixera les conditions d'assurance qui peut se traduire par une majoration de franchise ou une limitation de l'étendue de la garantie.